

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 19/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 15/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BUTAGAZ SAS

rue du Breuil
25960 Deluz

Références : UID257090/SPR/MV/SB 2024 - 0219D
Code AIOT : 0005900239

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/02/2024 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté rue du Breuil 25960 Deluz. L'inspection a été annoncée le 15/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- rue du Breuil 25960 Deluz
- Code AIOT : 0005900239
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Butagaz réalise la production et la distribution de gaz Butane et Propane sur le site de Deluz.

Thèmes de l'inspection :

- Sécurité/sûreté

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Information de l'IIC des accidents/incidents	Code de l'environnement du 19/02/2024, article R.512-69	Sans objet
2	Liste des MMR	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.1	Sans objet
3	Liste des MMR	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021	Sans objet
4	Liste des MMR	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.1	Sans objet
5	Gestion des anomalies et défaillance des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.2	Sans objet
6	Gestion des anomalies et défaillance des mesures de maîtrise des risques	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.2	Sans objet
7	Surveillance et détection des zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3	Sans objet
8	Surveillance et détection des zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3	Sans objet
9	Surveillance et détection des zones de dangers	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3	Sans objet
10	Réseau fixe de détection de flamme	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3.3	Sans objet
11	Réseau d'alarme	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3.4	Sans objet
12	Réseau d'alarme	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3.4	Sans objet
13	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.8.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a pu être constaté lors de la visite que l'exploitant réalise un suivi régulier des Mesures de Maîtrise de Risques au travers de son Système de Gestion de la Sécurité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Information de l'IIC des accidents/ incidents

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/02/2024, article R.512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Information de l'IIC des accidents/ incidents
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme.
Constats : Lors de la précédente visite d'inspection l'observation suivante avait été formulée : « Il n'y a pas de formalisation au sein d'une procédure de la démarche à suivre pour la transmission d'un rapport d'accident à l'inspection des installations classées. L'exploitant veillera à intégrer cette transmission de rapport au sein d'une procédure. Il veillera également à disposer d'un modèle de rapport précisant notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Les critères de l'échelle européenne pourront être judicieusement intégrés au modèle de rapport (quantités de matières dangereuses, conséquences humaines et sociales, conséquences environnementales ,conséquences économiques). L'exploitant transmettra ces éléments à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours. » Le jour de la visite d'inspection l'exploitant a présenté la procédure SE.PG/HE.01 intitulée « procédure de remontée des informations accidents ou incidents » la procédure décrit les modalités de remontée d'informations et d'analyse des accidents, incidents et situations dangereuses. Un modèle de rapport est présent au sein de cette procédure et les critères de l'échelle européenne sont bien pris en compte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Liste des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Liste des MMR
Prescription contrôlée : L'exploitant rédige, en tenant compte de l'étude de dangers, la liste des mesures de maîtrise des risques. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires, les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle ...) susceptible d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. [...]

Constats :

L'exploitant dispose d'une liste des Mesures de Maîtrise des Risques (MMR), disponible au sein de l'étude de dangers mais également en format numérique au travers de la GMAO.

Il s'agit des MMR suivantes :

- Fermeture clapet de fond des camions sur mise en sécurité du site
- Détection fuite enflammée et moyens incendie
- intervention du personnel sur détection de fuite enflammée par opérateur
- intervention du personnel avec moyens d'arrosage du site
- détection de niveau haut par jaugeur sur réservoir fixe et arrêté remplissage
- détection niveau très haut par sonde optique sur réservoir fixe et arrêt remplissage
- détection niveau haut sur camion PV et arrêt chargement

Le système GMAO permet de disposer des détails de chaque MMR, avec les opérations de vérification et d'entretien à effectuer selon des périodicités définies par l'exploitant et enregistrées au sein du système.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des MMR

Prescription contrôlée :

Les mesures de maîtrise des risques mises en œuvre par l'exploitant, de prévention et de protection/ mitigation, techniques, et/ou opérationnelles, s'opposant aux phénomènes dangereux susceptibles d'avoir des effets hors de l'établissement, par effets directs/indirects ou par effets dominos :

- sont efficaces dans le temps et en toutes circonstances, y compris en cas de perte des utilités,
- ont une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser,
- sont testées périodiquement, notamment au moyen de tests des équipements concernés, de procédures établies, à cet effet et d'exercice de mise en œuvre du POI,
- sont maintenues de façon à garantir leur niveau de fiabilité et la pérennité de leur action.

Constats :

L'exploitant dispose d'un réseau de secours branché en série avec le réseau électrique afin de garantir que les MMR sont efficaces même cas de perte d'utilités.

Il a par ailleurs indiqué que les batteries sont contrôlées annuellement et des tests de coupure électrique sont effectués régulièrement sur une durée de 4 heures afin de s'assurer de la bonne efficacité des batteries.

Concernant les vérifications et les tests périodiques des MMR ceux-ci sont gérés au travers de la GMAO et les procédures sont présentes au sein du Système de Gestion de la Sécurité (SGS).

A titre d'exemple, la procédure MI.PG/TM 01 n°JP qui a été présentée le jour de l'inspection, décrit l'entretien et les vérifications à réaliser pour la lame vibrante de la MMR « détection niveau très haut par sonde optique », cette procédure indique également les dysfonctionnements possibles, les causes et les remèdes.

A la suite de chaque test ou vérification, la fiche de contrôle MI/PG/TM 01 JP 01 est à remplir.

Par ailleurs, la GMAO dispose d'un onglet « maintenance préventive » indiquant les contrôles à effectuer ainsi que leur périodicité. Des courriels automatiques sont émis une fois par semaine, rappelant les échéances et les opérations à effectuer sur les 3 prochains mois.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Liste des MMR

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Liste des MMR

Prescription contrôlée :

[...] La liste des mesures de maîtrise des risques est intégrée dans le système de gestion de la sécurité visé au chapitre 9.2 du présent arrêté et fait l'objet d'un suivi rigoureux. Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées. [...]

Constats :

Comme indiqué précédemment, la liste des MMR est bien intégrée dans le Système de Gestion de la Sécurité (SGS).

Le système de GMAO permet un suivi des opérations de maintenance et de vérification qui sont rattachées à chaque MMR. Un onglet archive est disponible dans chaque fiche de MMR.

Une vérification par échantillonnage a été effectuée sur la lame vibrante de la MMR « détection niveau très haut par sonde optique ».

Le dernier contrôle a été réalisé le 13/11/2023 et les commentaires ont été intégrés au sein de la GMAO.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Gestion des anomalies et défaillance des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des anomalies et défaillance des mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Les anomalies et les défaillances des mesures de limitation des risques sont enregistrées et gérées par l'exploitant dans le cadre d'un processus d'amélioration continue selon les principales étapes mentionnées à l'alinéa suivant :

Ces anomalies et défaillances doivent :

- être signalées et enregistrées,
- être hiérarchisées et analysées,
- et donner lieu dans les meilleurs délais à la définition et à la mise en place de parades techniques ou organisationnelles, dont l'application est suivie dans la durée.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées :

- un registre dans lequel ces différentes étapes sont consignées,
 - les procédures définissant les mesures compensatoires mises en œuvre en cas de dysfonctionnement ou du fonctionnement en mode dégradé des mesures de maîtrise des risques.
- L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour que la durée du dysfonctionnement ou du fonctionnement en mode dégradé de ces mesures soit la plus réduite possible.

Constats :

Les défaillances des MMR sont enregistrées dans des fiches d'anomalie qui sont ensuite intégrées au sein de la GMAO. La création de fiches d'anomalie engendre l'émission de bons de travail afin de mettre en place des actions correctives dans les meilleurs délais. Par ailleurs, un service expert au niveau national analyse l'ensemble des fiches d'anomalie afin d'en tirer un retour d'expérience.

À titre d'exemple, une défaillance de sonde gaz a été détectée et enregistrée le 24/07/2023, l'enregistrement mentionne une marche équivalente avec la mise de la sonde en by-pass et relevé régulier de gaz par un opérateur dans l'attente du remplacement. La fiche d'anomalie a été clôturée en octobre 2023.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Gestion des anomalies et défaillance des mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des anomalies et défaillance des mesures de maîtrise des risques

Prescription contrôlée :

Chaque année, l'exploitant réalise une analyse globale de la mise en œuvre de ce processus d'amélioration continue sur la période écoulée.

Constats :

L'exploitant réalise chaque année, un retour du SGS au travers notamment de la revue de direction et de la note synthétique associée. Cette note synthétique comprend notamment un rappel des objectifs, une analyse approfondie des 7 axes du SGS dont l'analyse des MMR, des procédés et des procédures d'exploitation ainsi que leur maîtrise.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance et détection des zones de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et détection des zones de dangers

Prescription contrôlée :

Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant maintient un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme au bâtiment technique et, en tant que de nécessité, au bâtiment administratif.

L'exploitant tient à jour, dans le cadre de son référentiel d'exploitation, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Constats :

L'exploitant dispose au sein de la GMAO de la liste des détecteurs de gaz, ceux-ci sont également localisés sur un plan disponible au sein du bâtiment administratif.

L'inspection a réalisé l'analyse de la fiche d'un détecteur gaz par échantillonnage au sein des 19 présents sur le site, il s'agit du détecteur 404, situé au niveau du parking vac.

La fiche descriptive est bien présente, ainsi que les opérations de maintenance. La dernière opération d'entretien date du 29/01/2024 avec un remplacement de la sonde.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Surveillance et détection des zones de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et détection des zones de dangers

Prescription contrôlée :

Les détecteurs fixes déclenchent, en cas de dépassement des seuils prédéterminés :

- des dispositifs d'alarmes sonore et visuelle destinés au personnel assurant la surveillance de l'installation.

- une mise en sécurité des installations selon des dispositions spécifiées par l'exploitant.

Constats :

Pour les détecteurs gaz, le dépassement du seuil de 20 % de la limite inférieure d'explosivité (LIE) entraîne le déclenchement de la pré-alarme (alarme sonore et visuelle) puis le dépassement du seuil de 40 % de la LIE entraîne le déclenchement de l'alarme (mise en sécurité du site et déclenchement des moyens de lutte contre l'incendie).

Les détecteurs flamme déclenchent directement, au bout de 11 secondes, l'alarme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Surveillance et détection des zones de dangers

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3

Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance et détection des zones de dangers

Prescription contrôlée :

[...] Tout incident ayant entraîné le dépassement de l'un des seuils donne lieu à un compte rendu écrit tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

La remise en service d'une installation arrêtée à la suite d'une détection, ne peut être décidée que par une personne déléguée à cet effet, après examen détaillé des installations, et analyse de la défaillance ayant provoqué l'alarme.

Constats :

En cas de dépassement de l'un des seuils mentionné dans le constat précédent une fiche anomalie est à remplir suivant la procédure SE/SE/EH/01/DE22 . Cette procédure indique notamment les dispositions à prendre après le déclenchement de l'alarme selon les différentes étapes :

- identification de la cause
- contrôle à réaliser sur l'équipement
- remise en service
- consigne de redémarrage de l'installation.

La remontée des informations est ensuite transmise au niveau national pour analyse.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Réseau fixe de détection de flamme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau fixe de détection de flamme
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'un réseau suffisamment dense de détection de flamme , conforme aux référentiels en vigueur, exploité selon les conditions de fonctionnement desdits détecteurs, et couvrant a minima : - les postes de chargement/ déchargement des camions-citernes de GPL, - la pomperie GPL, - L'aire de stationnement des camions-citernes petits porteurs de GPL. . La détection flamme entraîne : – des alarmes perceptibles par les personnels d'exploitation et de gardiennage, ces alarmes reportées au bâtiment administratif, permettent de localiser individuellement le ou les détecteurs sollicités, – la mise en sécurité des installations telle que définies à l'article 7.7.3.5 du présent arrêté. [...]
Constats : L'exploitant dispose au sein de la GMAO de la liste des détecteurs de flamme, ceux-ci sont également localisés sur un plan disponible au sein du bâtiment administratif. Ils couvrent les postes mentionnés au sein de la prescription. Les détecteurs sont suivis de manière informatique en temps réel au travers d'un synoptique présent dans le bâtiment administratif, surveillé régulièrement par les personnes d'exploitation. Comme indiqué précédemment la détection de flamme entraîne au bout de 11 secondes le déclenchement de l'alarme avec la mise en sécurité du site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Réseau d'alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau d'alarme
Prescription contrôlée : L'établissement dispose d'un réseau fixe d'alarme constitué de dispositifs à déclenchement manuel de type « coup de poing » permettant aux personnels d'exploitation et de gardiennage et aux conducteurs des camions en cas de sinistre de déclencher la sirène d'alarme du site et la mise en sécurité des installations tel que définie à l'article 7.7.3.5 du présent arrêté. Ce réseau est suffisamment dense pour éviter une alerte trop tardive. En aucun cas, la distance à parcourir pour atteindre un bouton d'alarme à partir d'une installation ne dépasse cent mètres.
Constats : Le site dispose de 11 déclenchements manuels de type « coup de poing » localisés au niveau de chaque poste de chargement/déchargement, du bâtiment administratif, au niveau des postes wagon, de la pomperie et à l'entrée du local technique. Il a pu être constaté lors de la visite terrain, la présence effective de ceux-ci au niveau du local technique et du bâtiment administratif.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Réseau d'alarme

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.7.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, Réseau d'alarme
Prescription contrôlée : Les personnels d'exploitation sont équipés de moyens mobiles de communication permettant de déclencher la sirène d'alarme du site et la mise en sécurité des installations telle que définie à l'article 7.7.3.5 du présent arrêté.
Constats : Les personnels d'exploitation disposent de talkies-walkies avec système de déclenchement de l'alarme. Il a pu être constaté la présence effective de 3 talkies-walkies sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/01/2021, article 7.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention
Prescription contrôlée : Les équipements sont maintenus en bon état et facilement accessibles. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités et ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant dispose sur son site des moyens de lutte contre l'incendie suivant : armoire incendie, 6 canons Akron répartis sur l'ensemble du site, bornes incendie, extincteurs (CO2, eau et poudre) qui ont pu être constatés lors de la visite terrain. Il a été réalisé par échantillonnage au contrôle de la vérification périodique de ceux-ci, notamment en ce qui concerne les extincteurs. L'exploitant a présenté le jour de la visite de dernier rapport de vérification réalisé par la société Desautel le 05/01/2024 indiquant la vérification et la maintenance générale de l'ensemble des extincteurs.
Type de suites proposées : Sans suite